

# Guide de la comptabilité communale

Version 2026



André VEKEMAN

Directeur financier

Ville de Gembloux



Ce document est un résumé ou un « guide » reprenant les notions principales de finances communales. Il est donc incomplet mais traite des « fondamentaux ». On retrouve les règles de base dans le CDLD, le RGCC et la circulaire budgétaire.

## A. Le budget

Le budget est un document voté par le conseil communal qui reprend *l'ensemble* des prévisions de recettes et de dépenses d'un exercice comptable. Il est divisé en différentes parties :

### 1. le budget ordinaire qui reprend les dépenses et recettes courantes de la commune

Dépenses : personnel, fonctionnement, transferts (subsidés de fonctionnement octroyés par la commune) et dette (remboursement des charges d'emprunt)

Recettes : prestations (produit des ventes, redevances, ..), transferts (subsidés et taxes) et dette (placements et dividendes)

Elles sont subdivisées entre exercice propre et exercices antérieurs.

N.B. : la seule recette aux ex antérieurs sera le résultat présumé de l'exercice précédent.

Ensuite les dépenses et les recettes sont classées par fonction (+- les différents services) et au sein des fonctions par natures (personnel, dette, ...).

Ce classement est matérialisé par les articles budgétaires (voir suite).

### 2. le budget extraordinaire qui reprend les dépenses d'investissements et leurs modes de financement

Dépenses : Transferts (subsidés d'investissements octroyés par la commune), investissements, dette (acquisition de parts)

Recettes : Transferts (subsidés d'investissement reçus par la commune), Vente (vente de biens immobilisés), dette (montant nominal des emprunts contractés pour financer les investissements)

Les dépenses extraordinaires peuvent aussi être financées par fonds propres en utilisant le fonds de réserve extraordinaire.

Certains subsides (FERI) fonctionnent aussi sous forme de fonds de réserve.

On peut aussi reprendre les dépenses d'investissements sous forme de tableau des voies et moyens.

| Dépense | Subside | Part communale | Emprunt | Fonds propre |
|---------|---------|----------------|---------|--------------|
| A       | B       | A-B            | D       | E            |

$$\begin{aligned} \text{N.B. :} \quad & A-B = D+E \\ & A = B + D + E \end{aligned}$$

Exemple : acquisition d'un véhicule de 10.000 €, subside de 2.000 €, financé par fonds propres pour 3.000 € et par emprunt pour 5.000 €.

| Dépense   | Subside  | Part communale | Emprunt  | Fonds propre |
|-----------|----------|----------------|----------|--------------|
| 10.000,00 | 2.000,00 | 8.000,00       | 5.000,00 | 3.000,00     |

### 3. l'article budgétaire

Les recettes et les dépenses sont codifiées sous forme d'article budgétaire

FFFf / EEEee-XX / MMMM / POLE PPPPPPP "Libellé"

Code fonctionnel

/ Code économique

/ Millésime

/ POLE (pour l'instant ordinaire)

N° de projet (extraordinaire)

Exemple : 104/123-19/APPUI Frais achat documentation

#### 4. les grands principes budgétaires

Unité : un seul budget

Annualité : voté pour un an

Spécialité : les articles sont affectés à des recettes ou dépenses bien déterminées

Limitatif : les crédits budgétaires sont strictement limitatifs

#### 5. le vote du budget

Le budget est voté par le conseil communal et est soumis à la Tutelle spéciale d'approbation.

Il doit être approuvé pour le 1er janvier de l'exercice pour être exécutoire (utilisable) – sans crédit budgétaire : pas de dépense !

S'il est voté avant le 1er janvier mais non encore approuvé, seul 1/12 des dépenses ordinaires par mois pourront être utilisées jusqu'à l'approbation définitive par la Tutelle.

S'il n'est pas voté avant le 1er janvier, le Conseil communal doit voter par mois un douzième provisoire correspondant à 1/12 des dépenses ordinaires de l'exercice précédent.

L'approbation par la tutelle prend 30 jours (prolongeable de 15 jours).

En cours d'année, le budget est adapté par voie de modifications budgétaires.

Généralement deux fois, fin mai et fin octobre. La procédure est la même que pour le budget. Il s'agit souvent d'adapter le budget à des augmentations de dépenses (attention de ne pas oublier d'adapter les honoraires par exemple).

Attention aux délais de préparation du budget qui débute en septembre !

## 6. les dépenses urgentes et imprévues

Certaines dépenses urgentes et imprévues pour lesquelles il n'existe aucun crédit peuvent cependant surgir. Il s'agit la plupart du temps de dépenses extraordinaires. Le Conseil communal peut pourvoir à ces dépenses pour autant qu'il prenne une délibération motivée. (CDLD 1311-5)

Dans le cas où le moindre retard occasionnerait un préjudice évident, le Collège communal peut, sous sa responsabilité, pourvoir à la dépense, à charge d'en donner, sans délai, connaissance au Conseil communal qui délibère s'il admet ou non la dépense.

La responsabilité du Collège est donc engagée.

Les crédits relatifs au paiement des dépenses impérieuses et urgentes doivent être repris au plus tôt dans les modifications budgétaires.

Attention aussi à l'application de la loi sur les marchés publics qui prévoit des procédures d'urgence.

## 7. Les tableaux récapitulatifs – les résultats financiers

|                | Recettes | Dépenses | Résultats |
|----------------|----------|----------|-----------|
| Ex. Propre     | A        | B        | A-B       |
| Ex. Antérieurs | C        | D        |           |
| Prélèvements   | E        | F        |           |
| Total          | A+C+E=G  | B+D+F=H  | G-H       |

A-B = Résultat à l'exercice propre

G-H = Résultat global

C = Boni des exercices antérieurs

D = Dépenses des exercices antérieurs

E = Prélèvements provenant du fonds de réserve

F = Prélèvements en faveur du fonds de réserve

| Fonds de réserve |   |
|------------------|---|
| E                | F |

Hauteur du fonds de réserve = F - E

### Cas particulier des provisions :

Les provisions (à l'ordinaire pour l'instant) sont des montants « mis de côté » pour faire face à des dépenses spécifiques. Contrairement aux réserves, les provisions influencent les résultats à l'exercice propre.

Exemple : Provision pour « Actions Centre-Ville »

Chaque année, la Ville reçoit d'un opérateur économique un montant de 30.000 € qu'elle doit affecter à des actions de centre-ville. Selon les années les actions vont varier et coûter plus ou moins cher. Pour ne pas que la somme inutilisée « disparaisse » dans le boni global de la commune, cette somme a été mise en « provision ». Chaque fois que l'on va faire une dépense dans ce cadre, on va aller « rechercher » une partie de cette provision.

## B. La comptabilité générale (pour info)

Les communes sont aussi pourvues d'une comptabilité générale.

Elle est composée d'un bilan et d'un compte de résultat.

Voici les modèles simplifiés :

### 1. Le Bilan

| VILLE DE GEMBLOUX (Organisme 01) |                                                           |                |                |                                                         |               |
|----------------------------------|-----------------------------------------------------------|----------------|----------------|---------------------------------------------------------|---------------|
| Numéro I.N.S. : 92142            |                                                           |                |                |                                                         |               |
| BILAN à la date du 31/12/2024    |                                                           |                |                |                                                         |               |
| ACTIFS IMMOBILISÉS               |                                                           |                | 170.941.790,38 |                                                         |               |
| I.                               | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                             | 1.252.489,44   | I'.            | CAPITAL                                                 | 42.513.681,86 |
| II.                              | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                               | 152.413.458,61 | II'            | RESULTATS CAPITALISES                                   | 29.069.059,75 |
|                                  | <b>Patrimoine immobilier</b>                              | 143.000.778,97 |                |                                                         |               |
| A.                               | Terres et terrains non bâtis                              | 12.251.496,09  |                |                                                         |               |
| B.                               | Constructions et leurs terrains                           | 62.504.173,64  |                |                                                         |               |
| C.                               | Voiries                                                   | 66.515.345,06  |                |                                                         |               |
| D.                               | Ouvrages d'art                                            | 21.887,16      |                |                                                         |               |
| E.                               | Cours et plans d'eau                                      | 1.707.877,02   |                |                                                         |               |
|                                  | <b>Patrimoine mobilier</b>                                | 2.528.071,72   |                |                                                         |               |
| F.                               | Mobilier, matériel, équipements et signalisation routière | 2.460.630,71   |                |                                                         |               |
| G.                               | Patrimoine artistique et mobilier divers                  | 67.441,01      |                |                                                         |               |
|                                  | <b>Autres immobilisations corporelles</b>                 | 6.884.607,92   |                |                                                         |               |
| H.                               | Immobilisations en cours d'exécution                      | 6.859.283,18   |                |                                                         |               |
| I.                               | Droits réels d'emphytéoses et superficies                 | 25.324,74      |                |                                                         |               |
| J.                               | Immobilisations en location - financement                 | ,00            |                |                                                         |               |
| III.                             | <b>SUBSIDES D'INVESTISSEMENT ACCORDES</b>                 | 1.714.184,58   | III'           | <b>RESULTATS REPORTEES</b>                              | 36.984.092,67 |
| A.                               | Aux entreprises privées                                   | 69.684,33      | A'.            | Des résultats antérieurs                                | 27.155.930,65 |
| B.                               | Aux ménages, ASBL et autres organismes                    | 785.775,12     | B'.            | De l'exercice précédent                                 | 6.211.320,03  |
| C.                               | A l'Autorité supérieure                                   | ,00            | C'.            | De l'exercice                                           | 3.616.841,99  |
| D.                               | Aux autres pouvoirs publics                               | 858.725,13     |                |                                                         |               |
| IV.                              | <b>PROMESSES DE SUBSIDES ET PRETS ACCORDES</b>            | 5.489.938,33   | IV'            | <b>RESERVES</b>                                         | 6.523.400,55  |
| A.                               | Promesses de subsides à recevoir                          | 5.425.438,33   | A'.            | Fonds de réserve ordinaire                              | ,00           |
| B.                               | Prêts accordés                                            | 64.500,00      | B'.            | Fonds de réserve extraordinaire                         | 6.523.400,55  |
| V.                               | <b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>                        | 10.071.719,42  | V'             | <b>SUBSIDES D'INVESTISSEMENT, DONNS ET LEGS OBTENUS</b> | 27.541.448,94 |
| A.                               | Participations et titres à revenus fixes                  | 10.071.719,42  | A'.            | Des entreprises privées                                 | ,00           |
| B.                               | Cautionnements versés à plus d'un an                      | ,00            | B'.            | Des ménages, des ASBL et autres organismes              | 1.131.606,67  |
|                                  |                                                           |                | C'.            | De l'autorité supérieure                                | 24.768.481,82 |
|                                  |                                                           |                | D'.            | Des autres pouvoirs publics                             | 1.641.360,45  |
|                                  |                                                           |                | VI'            | <b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>               | 4.809.909,85  |
|                                  |                                                           |                |                |                                                         | 42.111.851,29 |
| ACTIFS CIRCULANTS                |                                                           | 18.611.654,53  | DETTES         |                                                         |               |
| VI.                              | <b>STOCKS</b>                                             | ,00            |                |                                                         |               |
| VII.                             | <b>CREANCES A UN AN AU PLUS</b>                           | 6.629.283,74   | VII'.          | <b>DETTES A PLUS D'UN AN</b>                            | 33.168.833,09 |
| A.                               | Débiteurs                                                 | 2.440.620,82   | A'.            | Emprunts à charge de la Commune                         | 30.087.714,06 |
| B.                               | Autres créances                                           | 3.645.376,34   | B'.            | Emprunts à charge de l'autorité supérieure              | 3.081.119,03  |
| 1                                | Tva & taxes additionnelles                                | 2.535.778,43   | C'.            | Emprunts à charge des tiers                             | ,00           |
| 2                                | Subsides ,dons, legs, et emprunts                         | 896.770,04     | D'.            | Dettes de location-financement                          | ,00           |
| 3                                | Intérêts, dividendes et ristournes                        | 171.168,28     | E'.            | Emprunts publics                                        | ,00           |
| 4                                | Créances diverses                                         | 41.659,59      | F'.            | Dettes diverses à plus d'un an                          | ,00           |
| C.                               | Récupération des remboursements d'emprunts                | 457.786,58     | G'.            | Garanties reçues à plus d'un an                         | ,00           |
| D.                               | Récupération des prêts                                    | 85.500,00      |                |                                                         |               |
|                                  |                                                           |                |                |                                                         |               |
| VIII.                            | <b>OPERATION POUR COMPTE DE TIERS</b>                     | ,00            | VIII'.         | <b>DETTES A UN AN AU PLUS</b>                           | 5.797.757,92  |
|                                  |                                                           |                | A'.            | Dettes financières                                      | 3.413.910,02  |

|                  |                                          |                |                 |                                         |                |
|------------------|------------------------------------------|----------------|-----------------|-----------------------------------------|----------------|
|                  |                                          |                | 1               | Remboursements des emprunts             | 3.352.081,59   |
|                  |                                          |                | 2               | Charges financières des emprunts        | 61.828,43      |
|                  |                                          |                | 3               | Dettes sur comptes courants             | ,00            |
|                  |                                          |                | B'              | Dettes commerciales                     | 1.363.094,01   |
|                  |                                          |                | C'              | Dettes fiscales, salariales et sociales | 981.780,51     |
|                  |                                          |                | D'              | Dettes diverses                         | 38.973,38      |
| IX               | COMPTES FINANCIERS                       | 11.340.553,94  | IX'             | OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS         | 128.818,27     |
| A.               | Placements de trésorerie à un an au plus | 10.177.763,38  |                 |                                         |                |
| B.               | Valeurs disponibles                      | 1.671.915,51   |                 |                                         |                |
| C.               | Paielements en cours                     | -509.124,95    |                 |                                         |                |
| X.               | COMPTES DE REGULARISATION ET D'ATTENTE   | 641.816,85     | X'              | COMPTES DE REGULARISATION ET D'ATTENTE  | 3.016.442,01   |
| TOTAL DE L'ACTIF |                                          | 189.553.444,91 | TOTAL DU PASSIF |                                         | 189.553.444,91 |

## 2. Le compte de résultats

| VILLE DE GEMBOUX (Organisme 01)<br>Numéro I.N.S. : 92142 |                                                                               |               |          |                                                                                       |               |
|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|---------------|----------|---------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| COMPTE DE RESULTATS à la date du 31/12/2024              |                                                                               |               |          |                                                                                       |               |
| CHARGES                                                  |                                                                               |               | PRODUITS |                                                                                       |               |
| I.                                                       | CHARGES COURANTES                                                             |               | I'.      | PRODUITS COURANTS                                                                     |               |
| A.                                                       | Achat de matières                                                             | 995.517,18    | A'.      | Produits de la fiscalité                                                              | 25.295.388,05 |
| B.                                                       | Services et biens d'exploitation                                              | 4.939.735,41  | B'.      | Produits d'exploitation                                                               | 1.240.442,84  |
| C.                                                       | Frais de personnel                                                            | 15.066.238,21 | C'.      | Subside d'exploitation reçus et récupération de charges de personnel                  | 9.212.388,89  |
| D.                                                       | Subsides d'exploitation accordés                                              | 10.851.294,83 |          |                                                                                       |               |
| E.                                                       | Remboursement des emprunts                                                    | 3.577.994,00  | D'.      | Récupération des remboursements d'emprunts                                            | 376.193,21    |
| F.                                                       | Charges financières                                                           | 1.105.687,71  | E'.      | Produits financiers                                                                   | 865.334,35    |
| a                                                        | Charges financières des emprunts                                              | 1.092.266,64  | a'       | Récupération des charges financières des emprunts et prêts accordés                   | 142.364,99    |
| b                                                        | Charges financières diverses                                                  | 5.036,79      | b'       | Produits financiers divers                                                            | 722.969,36    |
| c                                                        | Frais de gestion financière                                                   | 8.384,28      |          |                                                                                       |               |
| II.                                                      | SOUS TOTAL (CHARGES COURANTES)                                                | 36.536.467,34 | II'.     | SOUS TOTAL (PRODUITS COURANTS)                                                        | 36.989.747,34 |
| III.                                                     | BONI COURANT (II' - II)                                                       | 453.280,00    | III'.    | MALI COURANT (II - II')                                                               |               |
| IV.                                                      | CHARGES RESULTANT DE LA VARIATION NORMALE DE BILAN, REDRESSEMENT ET PROVISION |               | IV'.     | PRODUITS RESULTANT DE LA VARIATION NORMALE DE BILAN, REDRESSEMENT ET TRAVAUX INTERNES |               |
| A.                                                       | Dotation aux amortissements                                                   | 6.377.143,83  | A'.      | Plus-values annuelles                                                                 | 2.265.763,23  |
| B.                                                       | Réductions annuelles de valeur                                                | ,00           | B'.      | Variation des stocks                                                                  | ,00           |

|       |                                                                                    |                      |        |                                                                                            |                      |
|-------|------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|--------|--------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| C.    | Réduction et variation des stocks                                                  | ,00                  | C'.    | Redressements des comptes de remboursements d'emprunts                                     | 3.577.994,00         |
| D.    | Redressement des comptes de récupération des remboursements d'emprunts             | 376.193,21           | D'.    | Réductions des subsides d'investissement, des dons et legs obtenus                         | 1.777.633,59         |
| E.    | Provisions pour risques et charges                                                 | 150.000,00           | E'.    | Travaux internes passés à l'immobilisé                                                     | ,00                  |
| F.    | Dotations aux amortissements des subsides d'investissement accordés                | 266.145,74           |        |                                                                                            |                      |
| V.    | <b>SOUS TOTAL (CHARGES NON DÉCAISSÉES)</b>                                         | <b>7.169.482,78</b>  | V'.    | <b>SOUS TOTAL (PRODUITS NON ENCAISSÉS)</b>                                                 | <b>7.621.390,82</b>  |
| VI.   | <b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II + V)</b>                                   | <b>43.705.950,12</b> | VI'.   | <b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (II' + V')</b>                                        | <b>44.611.138,16</b> |
| VII.  | <b>BONI D'EXPLOITATION(VI' - VI)</b>                                               | <b>905.188,04</b>    | VII'.  | <b>MALI D'EXPLOITATION(VI - VI')</b>                                                       |                      |
| VIII. | <b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>                                                     |                      | VIII'. | <b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>                                                              |                      |
| A.    | Service ordinaire                                                                  | 126.910,62           | A'.    | Service ordinaire                                                                          | 220.666,06           |
| B.    | Service extraordinaire                                                             | ,00                  | B'.    | Service extraordinaire                                                                     | ,00                  |
| C.    | Charges exceptionnelles non budgétées                                              | ,00                  | C'.    | Produits exceptionnels non budgétés                                                        | ,00                  |
|       | Sous total (charges exceptionnelles)                                               | 126.910,62           |        | Sous total (Produits exceptionnels)                                                        | 220.666,06           |
| IX.   | <b>DOTATIONS AUX RÉSERVES</b>                                                      |                      | IX'.   | <b>PRÉLÈVEMENTS SUR LES RÉSERVES</b>                                                       |                      |
| A.    | Du service ordinaire                                                               | 2.000.000,00         | A'.    | Du service ordinaire                                                                       | ,00                  |
| B.    | Du service extraordinaire                                                          | 1.584.015,87         | B'.    | Du service extraordinaire                                                                  | 6.201.914,38         |
|       | Sous - total des dotations aux réserves                                            | 3.584.015,87         |        | Sous - total des prélèvements sur les réserves                                             | 6.201.914,38         |
| X.    | <b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES ET DES DOTATIONS AUX RÉSERVES (VIII + IX)</b> | <b>3.710.926,49</b>  | X'.    | <b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS ET DES PRÉLÈVEMENTS SUR LES RÉSERVES (VIII' + IX')</b> | <b>6.422.580,44</b>  |
| XI.   | <b>BONI EXCEPTIONNEL (X' - X)</b>                                                  | <b>2.711.653,95</b>  | XI'.   | <b>MALI EXCEPTIONNEL (X - X')</b>                                                          |                      |
| XII.  | <b>TOTAL DES CHARGES (VI + X)</b>                                                  | <b>47.416.876,61</b> | XII'.  | <b>TOTAL DES PRODUITS (VI' + X')</b>                                                       | <b>51.033.718,60</b> |
| XIII. | <b>BONI DE L'EXERCICE (XII' - XII)</b>                                             | <b>3.616.841,99</b>  | XIII'. | <b>MALI DE L'EXERCICE (XII - XII')</b>                                                     |                      |
| XIV.  | <b>AFFECTATION DES BONIS (XIII)</b>                                                |                      | XIV'.  | <b>AFFECTATION DES MALIS (XIII')</b>                                                       |                      |
| A.    | Boni d'exploitation à reporter                                                     | 905.188,04           | A'.    | Mali d'exploitation à reporter                                                             | ,00                  |
| B.    | Boni exceptionnel à reporter                                                       | 2.711.653,95         | B'.    | Mali exceptionnel à reporter                                                               | ,00                  |
|       | Sous total (affectation des résultats)                                             | 3.616.841,99         |        | Sous total (affectation des résultats)                                                     | ,00                  |
| XV.   | <b>CONTRÔLE DE BALANCE (XII + XIV = XV')</b>                                       | <b>51.033.718,60</b> | XV'.   | <b>CONTRÔLE DE BALANCE (XII' + XIV' = XV)</b>                                              | <b>51.033.718,60</b> |

## C. la comptabilité au jour le jour

### 1. Les dépenses

Etapas d'une dépenses

|   |                |                                                                                                                 | Respons | Com budg | Com gén |
|---|----------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|----------|---------|
| 1 | Prévision      | Inscription d'un crédit au budget                                                                               | Conseil | X        |         |
| 2 | Engagement     | Réservation d'un crédit envers un créancier - adjudication ou bon de commande ou délibération                   | Collège | X        |         |
| 3 | Imputation     | Réception de la facture électronique à la compta - vérification dans les services - inscription en comptabilité | D F     | X        | X       |
| 4 | Ordonnancement | Reconnaissance de l'exactitude de la dette                                                                      | Collège |          |         |
| 5 | Mandatement    | Ordre de payer donné au DF                                                                                      | Collège |          |         |
| 6 | Paielement     | Etablissement ordre payement et signature                                                                       | DF      |          | X       |

Pour les dépenses extraordinaires, il existe maintenant une délégation du Conseil vers le Collège à partir de 60.000 € htva.

Attention de bien valider les bons de commande ou les délibérations AVANT les travaux ou les acquisitions de manière à obtenir l'accord préalable du Collège et à respecter les limites budgétaires.

**TVA - BE 0216.697.505**

Assujettissement de la Ville : travaux pour compte de tiers, bois et parking.

Les **travaux immobiliers** sont en **TVA cocontractant**.

La TVA sur les travaux immobiliers aux bâtiments scolaires est de 6%

Pour les achats dans l'UE, il existe une procédure particulière à voir au cas par cas.

En résumé, la Ville travaille presque toujours TVAC.

## 2. Les recettes

Etapes d'une recette

|   |                              |                                                                                                    | Respons      | Com budg | Com gén |
|---|------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|----------|---------|
| 1 | Prévision                    | Inscription d'un crédit au budget                                                                  | Conseil      | X        |         |
| 2 | Droit à recette              | Somme due à la commune de manière certaine                                                         | Collège      |          |         |
| 3 | Droit constaté               | Droit à recette enregistré en comptabilité (ex promesse ferme de subside, exécutoire de rôle, ...) | D F          | X        | X       |
| 4 | Etat de recouvrement         | Document qui charge le DF de procéder au recouvrement                                              | Collège      |          |         |
| 5 | Recouvrement                 | Perception d'une créance                                                                           | DF           |          | X       |
| 6 | Irrécouvrables / non-valeurs | Réduction d'un droit constaté suite à insolvabilité ou dégrèvement                                 | Conseil / DF | X        | X       |

Il est très important que soient transmises à temps les informations concernant les recettes (ex subsides).

Sans document (promesse ferme, déclaration de créance, ...), il n'est pas possible de comptabiliser les droits, de les recouvrer ou de savoir à quoi se rapporte les sommes qui arrivent sur le compte de la Ville.

Il n'y a pas de compensation ! Si une dépense est subsidiée, il faut bien indiquer 100% du montant de la dépense et 100% du montant de la recette. Par exemple, une dépense de 10.000 est subsidiée à 40%, il y aura un article de dépense de 10.000 € et un article de recette de 4.000 €.

Pour rappel, c'est le service qui sollicite le subside qui doit s'assurer de garder les documents justificatifs !

## D. Le rôle du Directeur Financier

### 1. Les tâches de base

Tenir la comptabilité, recouvrer les taxes et étudier, à la demande du Collège, du Conseil ou d'initiative, toute question ayant une incidence financière

### 2. Avis DF

Le DF est chargé :

- de remettre, en toute indépendance, un avis de légalité écrit préalable et motivé sur tout projet de décision du conseil communal ou du collège communal ayant une incidence financière ou budgétaire supérieure à 30.000 euros htva, dans les dix jours ouvrables de la réception du dossier contenant le projet et ses annexes explicatives éventuelles;
- de remettre, en toute indépendance et d'initiative, un avis de légalité écrit préalable et motivé sur tout projet de décision du conseil communal et du collège communal ayant une incidence financière ou budgétaire inférieure à 30.000 euros htva, dans les dix jours ouvrables de la réception du dossier contenant le projet et ses annexes explicatives éventuelles.

Le délai de dix jours visé peut être prorogé d'une durée égale à ce délai par décision de l'auteur de l'acte concerné si le directeur financier en fait la demande motivée. En cas d'urgence dûment motivée, le délai peut être ramené à cinq jours.

### 3. Rapport annuel

Une fois par an, le DF doit présenter au Conseil communal un rapport :

- Un rapport sur la mission d'avis
- Un rapport sur la trésorerie
- Un rapport sur les budgets
- Un rapport sur les données financières des services communaux

## E. La clôture

A la fin de l'année, le service comptabilité prépare les comptes annuels.

Il y a beaucoup d'opérations dont les principales sont :

### 1. Les crédits reportés

Il s'agit de reporter le reliquat d'un engagement non utilisé d'un exercice à l'autre. Le montant correspond à l'engagement - les imputations. Il n'y a rien d'automatique, c'est une décision du Collège (document "T3") à la demande des services qui a lieu avant la clôture du compte.

Avant les reports, par le service comptabilité, les engagements sont ajustés dans la limite des crédits budgétaires (!). Sur demande des services, certains engagements peuvent être "gonflés" (dans une limite de 10 %).

Ex : En 2025, crédit extraordinaire pour des travaux : 50.000 €, adjudication du marché : 40.000 €, paiements effectués 35.000 €. Fin 2015, on sait qu'il y aura sans doute des suppléments, un engagement complémentaire de 10 % (maximum) est demandé (via le T3, décision du Collège).

Calcul du report : 40.000 (engagement initial) + 4.000 (complément T3) - 35.000 (imputations) = 9.000 €. C'est donc un crédit de 9.000 € qui sera encore utilisable en 2026. Attention, cet engagement a été fait en faveur d'un fournisseur bien déterminé. Il ne sera pas possible d'utiliser le montant du report en faveur d'un autre fournisseur pour un travail complémentaire (ex faire les raccordements électriques dans le cadre du dossier).

**Il ne faut pas confondre report de crédit (voir ci-dessus) et réinscription de crédit** : en 2025, un crédit de 50.000 € est prévu pour des travaux à la crèche, les travaux ne sont pas adjugés au 31/12/25, il faut donc réinscrire ce crédit au budget 2026. Si les travaux avaient été adjugés au 31/12, mais non exécutés, la somme serait bien engagée en 2025 et le crédit correspondant pour être reporté !

Pas d'engagement, pas de report, un crédit non utilisé est perdu !

## 2. Le contrôle des recettes

Il s'agit de contrôler que tous les droits constatés ont bien été comptabilisés. C'est l'époque où l'on fait le « tour » des services pour voir si rien n'a été oublié (subsides, déclaration de créances, ...).

## 3. La valorisation du patrimoine

Il s'agit d'opérations de pure comptabilité qui sont nécessaires. Par exemple, des travaux sont réalisés en voirie pour 100.000 €. Il faut que nous puissions comptabiliser les différents éléments sur des comptes (comptabilité générale) différents : 20.000 en égouttage, 50.000 en route, 25.000 en trottoir et 5.000 en signalisation, ...

## F. Les résultats annuels

Pour la comptabilité générale, ce sont les bilan et compte de résultats au 31/12/NNNN.

Pour la comptabilité budgétaire : Le résultat le plus important des comptes annuels, c'est le résultat du compte et pas n'importe lequel !

En effet, il existe deux résultats issus de la comptabilité budgétaire : le résultat budgétaire et le résultat comptable.

Le résultat budgétaire est composé des droits constatés nets (droits constatés – irrécouvrables et non-valeurs) auxquels on soustrait les engagements. Ce résultat est reporté au budget suivant aux ex antérieurs.

Le résultat comptable quant à lui est composé des droits constatés nets auxquels on soustrait les imputations.